



G20 - Welcome to hell !

Bloquer - Saboter - Démontier

Le prochain sommet des vingt états les plus puissants économiquement et politiquement doit avoir lieu à Hambourg les 7 et 8 juillet 2017. Son lieu de déroulement, le Centre des Congrès, est au cœur même de la ville, dans une zone résidentielle (le quartier St. Pauli). Les dominants de ce monde seront accompagnés par des milliers de délégués et de journalistes, protégés par une armée de flics, d'agents des Renseignements et de militaires. En intégrant des associations internationales et des ONG, ce G20 prétend que des décisions concernant toute la société civile seront prises. Pour l'extérieur, les organisateurs allemands se donnent un vernis social en prétendant que les thèmes majeurs du sommet seront les femmes, la migration et la santé. Autant de miroirs aux alouettes populistes, étant donné que les objectifs essentiels du G20 sont la répartition des sphères d'influence et d'intérêts géopolitiques et la coordination de l'exploitation à l'échelle mondiale.

Le G20 n'est pourtant pas une réunion représentant la majorité de l'humanité, mais une réunion d'états bourgeois, de régimes autoritaires, de gouvernements pratiquant la torture et de blocs militaires menant des guerres, qui sont les acteurs de l'exploitation globale. L'hôte allemand est avec la Chine un des grands gagnants de la mondialisation des vingt-cinq dernières années. Le G20 de juillet 2017 devrait en ce sens s'appeler «L'invitation chez les vainqueurs». Hambourg et son port, la prétendue « Porte du monde» sont entachés du sang de l'exploitation internationale. Ce sommet sert au maintien d'un ordre mondial responsable de nombreux 'conflits armés, de la propagation de la misère et de l'exil de plus de soixante millions de personnes mais également du fait qu'un nombre accru d'entre elles meurent sur la route de l'exil.

Le régime capitaliste global tend "depuis la crise financière de 2008 vers une nouvelle direction car on constate une diminution de la mondialisation (entendue comme l'échange de marchandises, la sous-traitance et le volume des investissements à l'étranger des multinationales). Les négociations de traités de libre-échange internationaux en Asie de l'Est et entre l'Europe et les États-Unis n'aboutissent pas. Avant cela, la convention d'accords commerciaux mondiaux dans le cadre de l'OMC a déjà été abandonnée. Cela s'accompagne, à l'échelle mondiale, de taux de croissance diminués de moitié. Avant la crise financière, la majorité des états se trouvant au cœur du capitalisme ont profité - certes inégalement - de la croissance générale engendrée par la mondialisation. Depuis la crise financière, les' économies émergentes exportatrices de matières premières (entre autres le Brésil, la Russie, l'Afrique du Sud), mais également les pays du Nord, qui ont d'importants déficits commerciaux ainsi qu'une production industrielle fortement diminuée (comme l'Angleterre, l'Italie, la Grèce etc.), ont été touché par des crises économiques et politiques.

Désintégration de la mondialisation ?

Dans de telles conditions, le repli sur un grand marché intérieur, à la manière des États-Unis et de la Chine, ou l'augmentation massive des exportations (comme c'est le cas pour l'Allemagne, les Pays-Bas ou la Suède), aux frais des industries des autres pays, représentent le petit nombre des stratégies économiques concurrentielles encore couronnées de succès. Des accords commerciaux tels que l'Accord économique et commercial global (AECG) et le Traité de libre-échange transatlantique (TAFTA) ont pour but de protéger ces stratégies économiques. Les pays à qui ces possibilités ne sont pas accessibles et qui sont cependant

encore censés représenter des débouchés pour les pays exportateurs, réagissent à cela par un accroissement du protectionnisme et, autant que cela leur est possible, par une dévaluation de leurs monnaies, afin de pouvoir proposer leurs marchandises à des prix moindres sur le marché mondial. Les guerres commerciales de ce type ont tendance à s'intensifier. L'entente entre les pays au cœur du capitalisme devient plus fragile, la balance entre les états du G20 perd nettement son équilibre.

Les communautés pauvres des pays du Sud n'ont pas de moyens économiques d'auto-défense à disposition. L'oppression subie, ainsi que l'appauvrissement de masse et l'isolement social, donnent lieu, comme pour les Printemps Arabes, à des soulèvements régionaux. En contrepartie, les bandes dominantes locales ne relâchent pas l'étai mais renforcent l'exploitation et la mainmise de l'état policier. Bien loin de conduire à une pacification, la répression débouche sur de nouvelles guerres civiles. Le vieux concept des G7/G8 a échoué - leur slogan « Regime change » a fait faillite. L'Ouest n'essaie plus d'établir un ordre nouveau, en étouffant des soulèvements ou en éliminant des régimes inopportuns à coup d'interventions militaires, comme cela a été le cas pour les guerres en Afghanistan, en Irak ou en Libye. Les conflits sont cédés à des suppléants régionaux - ainsi de l'intervention de l'Arabie Saoudite dans la guerre civile au Yémen -, ou bien supervisés par des interventions majoritairement informelles, comme en Irak et en Syrie. On voit apparaître une mutation vers un « Gated Capitalism », qui se concentre sur les derniers îlots de croissance économique et laisse les pauvres et les éreintés crever à leurs frontières et se noyer devant leurs côtes.

Du fait de la faillite, pour de nombreux êtres humains, des promesses de croissance et de prospérité au sein des métropoles même, et du dysfonctionnement du cadre de régulation social et étatique qui en découle, les populismes de droites, nationalismes militants et autres modèles de solution autoritaires rencontrent de nouveaux succès, aussi bien en Europe qu'aux États-Unis ou en Asie. Ces acteurs exigent non seulement un protectionnisme économique, mais aussi l'expulsion de migrant-es, exigence corrélée à celle de fermer physiquement les frontières. Tout ce qui ne passe pas dans les moules nationalistes ou religieux - ce qui est queer ou anticonformiste - est considéré comme suspect. L'analyse économique n'épuise cependant pas la recherche des causes de la montée en puissance des extrême-droites. Les partis populistes de droite ayant récemment remporté des succès électoraux sont certes essentiellement soutenus par de jeunes hommes blancs des classes populaires, mais dans le même temps, ces mouvements rencontrent une forte adhésion dans les états prospères du Nord et de l'Est de l'Europe. Cette adhésion est souvent motivée par un racisme, développé de génération en génération, n'ayant pas d'objet concret ou d'ancrage dans un nombre notable de réfugiés dans le pays ou dans une menace réelle de perte d'emploi. Nous nous positionnons contre l'internationale des populismes de droite: qu'il s'agisse de la politique de cloisonnement xénophobe du régime hongrois de Orbán, d'un Brexit motivé par le racisme, de la vision du monde raciste de l'AfD en Allemagne ou du FN en France, de l'islamisme nationaliste du régime du Parti de la justice et du développement turc ou de la victoire électorale du chauviniste Donald Trump.

La guerre comme moyen de domination politique

La guerre et le capitalisme sont étroitement liés. Historiquement, les guerres ont toujours été utilisées comme partie d'une stratégie de dépassement des crises. Cette logique a été momentanément abrogée entre les puissances industrielles de l'Est et de l'Ouest, durant les décennies de status quo de la Guerre froide, mais pour se rejouer dans des guerres par procuration dans les pays du Sud. Après l'effondrement du bloc de l'Est, de nouvelles latitudes se sont ouvertes pour la logique de crises capitaliste et par-là pour la logique de guerre. Depuis 1989, le régime néolibéral a conduit de nouvelles stratégies globales: viabiliser les débouchés et assurer l'accès aux ressources pour les pays industriels dominants.

Les états dominants du régime capitaliste mondial ont de plus en plus fréquemment recours à l'option de l'intervention militaire dans leur effort pour assurer le maintien de leurs sphères de pouvoir et d'influence et la promotion de leurs intérêts économiques. Les accords commerciaux, les taxes et les politiques fiscales favorables au capital (combinées à une politique monétaire et à une politique de crédit correspondantes), qui étaient les moyens jusqu'ici employés afin de surmonter les rapports d'opposition et de concurrence entre ces états, reculent pour laisser place à des escalades militaires.

Ce n'est pas un hasard, si pratiquement tous les états participant au G20 sont actuellement directement ou indirectement engagés dans des conflits armés. Qu'il s'agisse de guerres par procuration, de prétendues actions policières ou d'« opérations de paix » - tous ces mots signifient guerre, mort et destruction. Seules les

confrontations militaires entre les états possédant le plus grand pouvoir politique sont (pour le moment) encore évitées. L'intensification des tensions entre l'OTAN et la Russie indique cependant que cet état de fait n'est pas nécessairement voué à se maintenir. En réaction à la politique d'extension agressive de l'OTAN à l'Est de l'Europe, le régime russe se réarme massivement, et menace les anciens états membres de l'Union soviétique qui se sont rattachés à l'UE et à l'OTAN. Du fait des sanctions internationales, et de la dynamique concurrentielle capitaliste en général, la Russie se trouve en proie à de sérieuses difficultés économiques. L'arrière-plan de la guerre en Ukraine, c'est la logique de concurrence capitaliste entre l'UE et la Russie; cette guerre est l'expression d'une lutte pour la mainmise sur des sphères d'influence politique et sur de nouveaux marchés.

La guerre meurtrière en Syrie est un exemple de l'incapacité du capitalisme à sortir de la logique guerrière. L'enjeu pour la Russie est d'affirmer son influence au Moyen-Orient, influence que les transformations apportées par les Printemps arabes ont amoindrie. Pour les USA et l'UE, le conflit syrien est d'une part un des fronts de la guerre contre les mouvements islamistes, et d'autre part un moyen d'obtenir une nouvelle base de pouvoir et de contrecarrer le rival russe. En tant que puissance régionale, la Turquie instrumentalise la situation afin de servir ses propres intérêts : déstabiliser son opposition (aussi bien islamiste que laïque) et le mouvement kurde, et satisfaire ses objectifs régionaux par des interventions militaires en Syrie. Ce qui, en revanche, ne joue aucun rôle dans les réflexions de ces puissances politiques, c'est qu'un terme soit mis au conflit réel, que les gens cessent de mourir et qu'ils aient une perspective de paix. Dans ces réflexions, la mort et l'expulsion de dizaines de milliers de personnes sont consciemment perçues comme acceptables.

Dérégulation et déstabilisation

Au milieu des années 1970, le modèle de société capitaliste de l'après-guerre entra en crise. Cette crise conduisit au développement d'un modèle économique et social néolibéral, reposant sur la dérégulation des marchés et sur la politique de privatisation (y compris dans les domaines de l'éducation et de la protection sociale), qui tenta de séduire les humains par des promesses de richesse et de prospérité. Cette bulle idéologique, faisant miroiter une sorte de «gouvernement mondial coopératif» comme garant de la paix, fut pourtant accompagnée d'un renforcement de l'appareil militaire des états, dirigé aussi bien vers l'extérieur que vers l'intérieur. La militarisation, comme partie de l'idéologie néolibérale, fut alors adoptée comme option pour l'action politique. Le façonnage de l'UE en puissance politique militarisée, réalisée au début des années 2000, est à ce titre remarquable. L'UE, dont l'Allemagne fait figure de puissance hégémonique, est en mesure d'intervenir militairement à l'échelle mondiale pour défendre les intérêts des pays européens dominants.

L'adoption de stratégies néolibérales est, depuis vingt-cinq ans et jusqu'à nos jours, marquée par les guerres: le démantèlement de l'ex-Yougoslavie, la déstabilisation de l'ex-Union soviétique, ainsi que plusieurs conflits sur le continent africain, trouvent leur origine dans la conquête et la sauvegarde agressive de marchés, c'est-à-dire dans l'exploitation des ressources. La fourchette de cette forme de politique militarisée va de guerres dites « de basse intensité» à des interventions militaires à visage découvert, en passant par des guerres civiles. La résultante est commune à toutes les échelles du spectre : la destruction des anciens systèmes de société et d'économie qui s'opposaient à l'exigence de toute-puissance du néolibéralisme. Partout dans le monde, ne reste aux victimes de cette politique souvent pas d'autre choix que celui de l'exil.

Les stratégies de déstabilisation conduisent à des contre-offensives réactionnaires qui s'opposent aux intérêts capitalistes occidentaux. Des conflits militarisés en découlent logiquement, résultats de la propre politique économique et expansionniste des états capitalistes les plus puissants. Le terrorisme islamiste et les mouvements de réfugiés dont il est la cause, sont en substance la conséquence de cette politique de déstabilisation, qui jette les sociétés dans un état de guerre sans fin. .

La militarisation de la politique étrangère conduit aussi à une militarisation de la politique intérieure et par là à une transformation des sociétés occidentales. Y est de plus en plus banalisé et accepté le fait que les conflits sociaux et économiques soient résolus par la répression policière, voire même militaire. C'est l'escalade militaire produite par une politique étrangère hégémonique qui sert d'argument à la militarisation des forces de police. Au durcissement des politiques étrangères correspond un renforcement des contradictions dans les sociétés occidentales. Les promesses de plein-emploi et de prospérité pour tous, longtemps brandies pour répondre à la paupérisation et à l'accroissement du fossé entre riches et pauvres, a fait place à une politique répressive combattant les mouvements de révoltes.

Parallèlement, la mondialisation néolibérale fait place à une nouvelle phase de réorganisation stratégique du système capitaliste mondial. Le dépassement de la crise financière et économique de 2008 prend le visage d'une désagrégation de l'idée de mondialisation comme grand marché commun. Cette rupture a pour conséquence le nationalisme, le protectionnisme, et l'accroissement de la disposition à la confrontation, y compris entre les états capitalistes dominants. Ils mènent une politique de guerre, et ont pour perspectives la concurrence et l'exploitation. Des valeurs comme la paix, le respect des droits humains, la justice économique et l'utilisation responsable des ressources de ce monde font figures d'obstacles au libre déploiement de la recherche capitaliste de profit.

Notre résistance est multiple et imprévisible

Si les représentant.es et les administrateur.rices du (dés)ordre dominant veulent organiser leur mise en scène spectaculaire au milieu de Hambourg, nous leur opposerons nos actions de résistance trans- et internationale et nos représentations d'un monde dans lequel il fait bon vivre !

À partir de la fin des années 1990, nous n'avons plus laissé de tels sommets réunissant les dominants se dérouler en toute quiétude. Seattle, Gênes, Gothenburg et Prague ne font pas figures de sommets réussis, mais de moments forts dans l'histoire de la résistance anticapitaliste. Les actions de protestations qui s'y sont déroulées ont eu pour conséquence le déplacement des sommets européens des G7/G8 des années suivantes hors des grandes villes, parce que leurs organisateur.rices savaient qu'ils.elles devaient compter sur notre venue. Les réunions se sont donc tenues dans des hôtels de luxe fermés, aussi éloignés que possible des infrastructures urbaines, dans le but de tenir les protestations à distance.

À présent, un sommet des chefs d'États et de gouvernements va à nouveau avoir lieu dans une grande ville européenne, en Allemagne. Nous estimons que notre tâche va être de s'opposer pratiquement à cette comédie du pouvoir à Hambourg et de donner à voir nos représentations d'une société juste et solidaire. C'est la tâche non seulement de la gauche radicale et anticapitaliste mais aussi celle de toute personne ne se reconnaissant pas dans ce sommet.

Les mobilisations autour des sommets des années 2000 ont été des moments où les groupes et réseaux de gauche et anticapitalistes, venus d'Europe et du monde entier ont pu se rencontrer et agir ensemble. Nous avons traversé des expériences communes et lutté ensemble, participé à des assemblées internationales, nous avons vécu les attaques des flics épaulés par l'armée, réuni nos forces et rendu les coups. Le mouvement altermondialiste a changé, mais nos réseaux de lutte vivent et sont actifs localement, dans nos villes, nos régions, nos villages et nos forêts. Ils le sont aussi à un niveau transnational comme à Rostock/Heiligendamm, à Strasbourg, à Athènes, à Copenhague, dans le Wendland, à Paris, à Milan et à Francfort.

Au cours des années précédentes, nous avons construit nos réseaux transnationaux de diverses manières: nous avons résisté contre la politique d'austérité de l'UE, particulièrement en Grèce, mais aussi en Espagne, au Portugal, en Irlande ou en France. Les actions des camps No border sur les routes empruntées par les réfugié.es et dans les camps de réfugié.es ont aussi un caractère international et transnational. Et même si les occupations de places, les grèves, les manifestations, les réappropriations de lieux ou encore les squats de maisons ont été en majorité pris en charge par les mouvements locaux, l'échange de savoirs dans nos réseaux a gagné en puissance et en continuité. En Europe, la recherche d'une perspective transnationale sur nos luttes, et l'appel à s'organiser et à agir à une échelle plus vaste que celle de nos mouvements locaux sont devenues des évidences, et ce, même si nos luttes sont loin d'avoir été toutes victorieuses. Un internationalisme compris de cette manière est aussi hétérogène et varié que les mouvements qui agissent en son sein. Pour ceux et celles qui y participent, cette résistance opposée collectivement et de façon autodéterminée est un moyen de ne plus être seulement une victime des conditions d'existence dans le capital.

Le sommet à venir à Hambourg représente dans toute sa dimension symbolique et pratique beaucoup de choses que nous refusons. Les acteurs de cette mise en scène ont des visages interchangeable mais le rôle qu'ils jouent reste le même, et les conséquences de leurs actions sont, elles, bien réelles. À travers les actions prévues à Hambourg, nous voulons faire comprendre sans équivoque que nous combattons leur politique de guerre, de terreur et d'exploitation! Nous cherchons une rupture symbolique et pratique avec l'ordre

dominant, par l'action collective avec de nombreux autres activistes de toute l'Europe. Nous voulons perturber et bloquer le déroulement du G20 à Hambourg, que ses organisateur.ices espèrent fluide et sans accrocs. Nous voulons ouvrir des interstices et les utiliser pour agir de façon multiple, massive et imprévisible contre le sommet. Nous savons aussi déjà que ceux.elles à qui nous nous opposons défendront leur mise en scène spectaculaire par l'intervention de milliers de flics, militaires et agents des divers services de Renseignements.

Signe de l'arrogance du pouvoir, tout cela doit se dérouler dans les quartiers centraux et vivants de Hambourg, à quelques jets de pierre seulement de la Rote Flora et de plusieurs autres centres de la gauche radicale. Dès que les gens passeront leur porte, ils se retrouveront dans la zone dite « de sécurité» - ou dans une action. À Hambourg, la gauche radicale se bat depuis quinze ans contre les politiques capitalistes d'urbanisation et pour un « droit à la ville» pour tous. Nos combats politiques concernant la ville ne remontent pas seulement aux squats des années 1970, ou aux luttes grâce auxquelles le squat de Hafenstrasse à St. Pauli et la Rote Flora sont toujours là. Nous avons mis en lien ces luttes avec celles contre la précarisation de nos boulots et contre l'augmentation des loyers, pour la liberté de créer des Bauwagenplätze¹, comme par exemple celle de Bambule, avec le mouvement des réfugié.es Lampedusa in Hamburg, ou encore contre la répression des mouvements sociaux par l'instauration de zones dites « de danger »². Ces expériences nous les avons faites et elles sont bien vivantes, nous pouvons y avoir recours lorsqu'il s'agit d'en préparer d'autres. Et nous savons que nous allons nous approprier l'espace urbain aussi pendant le sommet. La répression ne pourra pas empêcher cela, si nous sommes nombreux.ses et que nos actions restent imprévisibles. Hambourg ne sera pas la base arrière pacifiée qu'espèrent les gens du pouvoir.

Ceci est une invitation à nos proches et lointains camarades, ami.es, compagnons et compagnes de lutte: qu'ils.elles rejoignent les protestations contre le G20 à Hambourg, début juillet 2017 ! La gauche radicale a tenu tête aux dominants dans de nombreuses luttes: nous restons multiples, solidaires et imprévisibles. Nos centres autonomes, en particulier ceux qui se trouvent près des lieux de déroulement du sommet, seront des points de départ pour nos échanges et la formation de la résistance. À l'inverse de l'opposition bourgeoise, nous ne proposerons pas aux dominants d'alternative pour maintenir le système capitaliste en vie. Nous sommes solidaires de toutes les forces émancipatrices qui descendent dans la rue contre le sommet. Et nous déterminerons nous-mêmes quelles formes d'actions sont politiquement pertinentes et utilisables pour nous.



DAYS OF ACTION – 6/7/8 juillet 2017

- *Manifestation anticapitaliste internationale de la gauche radicale le jeudi 6 juillet 2017.**
- *Actions dans et autour de Hambourg, sur les thèmes du militarisme, de la migration, de l'exploitation, de la résistance urbaine (entre autres)**
- *Formation de blocs résistants et anticapitalistes dans la grande manifestation le samedi 8 juillet 2017**
- *Et tout le temps résistance contre le sommet lui-même!**

Bloquer, saboter, démonter le sommet du G20 !

¹ Lieu où les gens vivent dans leurs camions/roulottes

² *Gefahrengebiete*. Zones délimitées par l'administration policière allant à l'encontre du droit européen de circulation des personnes (chacun.e peut y être contrôlé.e sans motif à tout instant et peut être interdit.e d'accès à la zone)